

COMMUNE D'ISTRES

13 800

Demande d'autorisation d'extension
phase 2 du programme MRTT
sur la base aérienne d'Istres

Enquête publique
entièrement dématérialisée
qui s'est déroulée du
22 juin au 22 juillet 2020

**Conclusion du rapport du commissaire
enquêteur : Fabienne CARRIAS**

Sommaire

1.	CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUETE	3
1.1.	RAPPEL SUCCINCT DU CONTEXTE	3
1.2.	DEROULEMENT DE L'ENQUETE	4
1.3.	SYNTHESE DES AVIS DU PUBLIC	4
1.4.	CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	4
1.4.1.	<i>Concernant le dossier</i>	5
1.4.1.1.	<i>Etude d'impact</i>	5
1.4.1.2.	<i>Etude des dangers</i>	5
1.4.2.	<i>Concernant la communication sur le présent projet</i>	6
1.5.	SUGGESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	7

1. CONCLUSIONS DU RAPPORT D'ENQUETE

1.1. RAPPEL SUCCINCT DU CONTEXTE

Suite à la loi de programmation militaire 2014 - 2019, le ministère des armées s'est engagé dans un programme d'acquisition d'avions de ravitaillement en vol et de transport stratégique MRTT (Multi-Rôle Transport Tanker) sur la base 125 d'Istres.

Une première phase de travaux MRTT, relative à la création d'un premier centre de maintenance (CM1) pour MRTT et d'un premier parking avions, a donné lieu à l'établissement d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter soumis à enquête publique.

La phase 2 du programme de travaux MRTT vient compléter cette phase 1 et englobe la réalisation des ouvrages suivants :

- Un second centre de maintenance pour MRTT (CM2)
- Un bâtiment opérations pour l'escadre et les escadrons MRTT
- Un centre de formation
- Une escale aérienne
- Un second parking Avions
- L'adaptation de la centrale électrique de la base avec l'ajout d'un troisième groupe électrogène.

L'enquête porte à la demande du ministère des armées sur :

« L'extension phase 2 du programme MRTT, sur le site de la base aérienne d'Istres »

Un arrêté en date du 03 juillet 2020 pris par Préfet des Bouches du Rhône prescrit l'ouverture d'une enquête publique.

Le Tribunal administratif a pris décision, le 05 mai 2020, de nommer Fabienne CARRIAS en tant que commissaire enquêteur pour ce projet.

Le périmètre de l'enquête concerne la commune d'Istres.

En raison de la crise sanitaire – COVID 19 - l'enquête publique s'est intégralement déroulée en dématérialisée, du 22 juin au 22 juillet 2020.

Le commissaire enquêteur n'a assuré de permanence.

Toutefois, le public avait la possibilité de demander un rendez-vous téléphonique avec le commissaire enquêteur, via l'adresse mail du registre d'enquête dématérialisée : enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr.

Le dossier était consultable sur un poste informatique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, sis à Marseille

Le dossier était téléchargeable aux adresses suivantes :

- Dans son intégralité, <https://www.enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr> .
- Partiellement, étude d'impact et résumé non technique uniquement, sur le site de la préfecture des Bouches du Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

- Partiellement, étude d'impact uniquement, sur un site de consultation des projets soumis à étude d'impact du Ministère de l'écologie : <https://www.projets-environnement.gouv.fr>

Ces liens Internet étaient indiqués sur l'avis d'enquête publique.

1.2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

En raison du contexte particulier en raison des restrictions COVID-19,

- L'enquête s'est déroulée exclusivement de façon dématérialisée : Aucune permanence
- Le dossier dématérialisé a
 - reçu la visite de 257 visiteurs, soit une moyenne de 8 pers/jour
 - vu le téléchargement de 382 pièces : selon les documents, ceux-ci ont été téléchargés entre 8 et 22 fois
ex. Objet de la demande (22 fois), Description du site et des installations (16 fois), Dossier graphique (18 fois)

Malgré la possibilité offerte, aucune demande de rendez-vous et d'échange téléphonique avec le commissaire enquêteur n'a été sollicitée

Peut-on dire que le public s'est faiblement mobilisé ?

[Figure 1 : Nombre total de visiteurs, de téléchargement et d'observation]



A la clôture de l'enquête, le registre d'enquête dématérialisée n'a reçu aucune observation.

1.3. SYNTHESE DES AVIS DU PUBLIC

Il y a eu aucune observation notifiée sur le registre dématérialisé.

1.4. CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

A l'issue de l'enquête publique, après avoir :

- Étudié le dossier soumis à enquête et visité le site projeté,
- Pris connaissance des explications et arguments de la Direction de la base aérienne 125, et du Bureau Maitrise des Risques – Cellule Environnement
- "Analysé" les observations du public

Le commissaire enquêteur a rédigé un rapport d'enquête, complété avec des annexes.

Et dans un document séparé, le commissaire enquêteur Fabienne CARRIAS émet les conclusions suivantes :

1.4.1. Concernant le dossier

De notre point de vue, le Dossier de Demande d'Autorisation pour l'Extension phase 2 du programme MRTT est clair, quoique technique.

Malgré certaines redondances du fait que chaque partie du dossier se devait d'être autoportante, la lecture a été plutôt aisée.

Comme tout dossier de demande d'autorisation environnementale¹ d'une ICPE, celui-ci était dense. En effet, le dossier à analyser représente plus de 750 pages et, 320 pages d'annexes et d'avis.

La partie « Avant -propos » a permis d'avoir une bonne compréhension du projet. Elle présentait un intéressant historique industriel de la base aérienne 125.

Les parties « Résumé non technique (Partie 2) » et « Présentation non technique (Partie 8) » induisent une confusion. Il aurait été utile de préciser « Résumé non technique de l'étude d'impact ».

Toutefois ces deux documents permettent une bonne compréhension pour le public :

- des enjeux environnementaux sur la biocénose (faune, flore, eau, air, sol, ...) et l'humain (population, activités, santé, ...),
- des enjeux concernant les risques.

1.4.1.1. Etude d'impact

L'étude d'impact permet de comparer la situation future après conversion avec la situation actuelle vis-à-vis de l'environnement.

L'étude d'impact est claire et nous a paru assez exhaustive. La démarche ERC est clairement expliquée du fait d'un regroupement dans un chapitre dédié.

Les aménagements de la phase 2 MRTT ne sont pas situés à l'intérieur d'un périmètre NATURA 2000 mais accolés à deux d'entre eux.

Seul l'enjeu « Milieu naturel » ressort comme un enjeu fort.

Dans le cadre de la démarche ERC², le MINARM³ va compenser, comme il l'a fait pour la phase 1, chaque hectare du projet, en participant financièrement au projet de réhabilitation Cossure⁴, géré par la CDC Biodiversité.

1.4.1.2. Etude des dangers

L'étude des dangers nous a paru assez complète.

¹ Nouveau terme remplaçant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter

² ERC : Eviter, Réduire, Compenser

³ MINARM : Ministère des Armées

⁴ Projet Cossure : <https://www.cdc-biodiversite.fr/reference/reserve-dactifs-naturels-de-cossure-2/> ; <https://www.cdc-biodiversite.fr/news/cdc-biodiversite-obtient-lagrement-du-1-er-site-naturel-de-compensation-de-france-pour-cossure/>

L'étude retient 5 phénomènes dangereux, tous restant dans l'enceinte de la base et dont la probabilité se situe entre « C - événement improbable » à « E - événement possible mais extrêmement peu probable »

[Figure 2 : Extrait de la partie 8 « Présentation non technique - Tableau 5 : tableau récapitulatif des scénarii de l'étude de dangers »]

Section	Description	Type d'effet	Indice de probabilité	Effet très grave / SELS (m)	Effet grave / SEL (m)	Effet significatifs / SEI (m)	Gravité	Cinétique
Alvéole du CM2 et sa mezzanine	Feu de nappe de kérosène couvrant la totalité de la surface de l'alcôve avec feu d'avion	Thermique	E	35	55	75	INT	Rapide
	Incendie suite à une fuite de 15 m ³ de carburant d'un réservoir partiellement rempli à 36%	Thermique	D	13	18	24	INT	Rapide
	Incendie suite à une fuite de liquide hydraulique	Thermique	C	2	2,5	3	INT	Rapide
	Incendie suite à une fuite de carburant du poussoir	Thermique	D	6	8	10	INT	Rapide
	Incendie dans l'espace de stockage de la mezzanine	Thermique	SO	NA	NA	NA	INT	Rapide

1.4.2. Concernant la communication sur le présent projet

Le projet a répondu aux exigences légales de publicité.

Nous avons apprécié que le MINARM ait souhaité poursuivre la démarche d'enquête publique par soucis de communication et transparence, alors qu'un changement réglementaire lui permettait de s'abstenir de faire l'enquête publique pour le projet « Extension Phase 2 MRTT »,

1.5. SUGGESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Nous avons lu dans la partie 2 « Résumé non technique » que « Les ouvrages respecteront la RT 2012⁵ ».

La RE2020⁶ entrant en application pour les bâtiments neufs à compter du 01/01/2021, nous pensons qu'il serait été judicieux l'armée se montre exemplaire en anticipant et en respectant la RE 2020.

Nous avons constaté un manque d'informations concernant le type de démarche Qualité Environnementale du Bâti (QEB) qui sera appliqué.

Bien que l'article R. 512-6⁷ du code de l'environnement, concernant une notice dite hygiène et sécurité, ait été abrogé en 2017, nous suggérons de réfléchir concernant les aspects Santé Sécurité au travail au sens management SST (ISO 45001) ... et donc gestion des risques SST, pas seulement risques avionique et industriel.

Le SDIS émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte de leurs observations. Nous recommandons que l'ensemble de leurs observations soient bien pris en compte.

Compte tenu des conclusions qui précèdent, le commissaire enquêteur émet pour le Dossier de Demande d'Extension phase 2 du programme MRTT, sur le site de la base aérienne d'Istres, porté par le Ministère des Armées, un

AVIS FAVORABLE

pour le projet présenté

Avis formulé sans réserve

⁵ RT 2012 : Règlement Thermique du bâtiment 2012

⁶ RE 2020 / RT 2020 : Règlementation Environnementale/Thermique du bâtiment 2020

⁷ une notice portant sur la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel